

# « Mon audace, c'est de faire le pari de 2 % de croissance dès 2018 »

WALLONIE Le ministre-président Willy Borsus (MR) est partisan de réformes radicales pour assurer l'avenir de la Région

- ▶ Le libéral dirige le gouvernement wallon depuis sept mois déjà.
- ▶ Il perçoit une dynamique positive et parie sur 2 % de croissance en 2018.
- ▶ A ses yeux, cela passe par des réformes radicales.

## ENTRETIEN

**A**u cœur de l'été 2017, le libéral Willy Borsus quittait le gouvernement fédéral pour enfiler l'habit de ministre-président wallon. Sept mois plus tard, il tire un premier bilan de son action et de celle du gouvernement MR-CDH.

**Dans le tout récent Grand Baromètre du « Soir », vous chutez de cinq places...**

*Il faut partiellement nuancer : les sondages sont parfois contradictoires, notamment pour le MR. La vérité sera dans le choix des citoyens lors des élections. Mais il est vrai que je privilégie l'action et les réformes à la communication. Les résultats seront le meilleur avocat de mon travail, je n'en doute pas.*

**Le gouvernement a multiplié les plans ou les décisions fortes depuis septembre. Le ministre-président devrait en tirer parti, non ?**

*Les retours exprimés par mes interlocuteurs sont très positifs. Je suis d'origine rurale : on juge l'arbre à ses fruits. Les projections de l'Iweps pour 2018 traduisent la confiance retrouvée des entreprises et des citoyens : 1,9 % de croissance. Mon espoir personnel est à 2 %. Nous aurions alors probablement une croissance plus importante que dans les autres Régions du pays. Je perçois une dynamique positive. Cette confiance en nous-mêmes est l'ADN de ce gouvernement.*

**Mais la Wallonie bénéficie aussi d'une conjoncture nationale et internationale favorable...**

*Bien sûr, mais les mesures wallonnes et notre dynamique de gouvernement participent à cette évolution, et surtout à l'amplification des phénomènes. Si j'évoque avec audace 2 % de croissance, je le fais sur base de ce que je ressens dans le monde des entreprises.*

**Vous revenez d'une visite d'Etat au Canada. Comment la Wallonie est-elle perçue, surtout dans ce pays concerné par le traité Ceta ?**

*Il y a là-bas une connaissance de l'importance de nos secteurs forts : pharmacie, biotechnologies... Dans ces secteurs, nous sommes au niveau mondial. Nos qualités sont reconnues. Mais il reste un gros problème : pour le Canada, les exportations wallonnes ne représentent que 12,9 % des exportations belges. Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir.*

**Les difficultés avec le Canada sont-elles levées après les tensions de 2016 ?**

*Assez étonnamment, les Canadiens sont assez fiers du Ceta. Ils considèrent ce texte comme un traité modèle, le mot a été employé à plusieurs reprises. Il va servir de standard.*

**Diriez-vous que c'est grâce à la Wallonie, à sa détermination ?**

*Il y avait une partie de convivialité dans le message qui m'était adressé, mais les Canadiens reconnaissent que les bases dans le Ceta, sur les droits sociaux, les normes environnementales, sont des éléments importants.*

**Donc la Wallonie n'est pas le paria de cet épisode...**

*Non. Il y a eu beaucoup de questions,*

*mais aujourd'hui, il n'y a pas de rejet.*

**Comment le plan d'investissement annoncé par votre gouvernement est-il perçu par les acteurs de terrain ?**

*Bien. Nous avançons. Ce vendredi, chaque ministre a présenté chacun des*

*31 projets au comité d'accompagnement. Le comité technique et financier se réunit dès la semaine prochaine pour étudier les modèles les plus appropriés pour le financement. Pour les partenariats public-privé, il y a des marques d'intérêt chez Belfius par exemple ou du côté du patron de Bessix, que j'ai rencontré, et qui s'est mis à ma disposition pour en discuter. Ce sont des spécialistes. Il y a une vraie mobilisation. Et une urgence : 62 % de taux d'emploi, c'est 10 % de retard par rapport à la Flandre ou par rapport à notre objectif européen pour 2020. Il faut des réformes radicales.*

**Réalisez-vous le boulot qui n'a pas été fait auparavant ?**

*Je pourrais citer 15 ou 20 décisions stratégiques prises en quelques mois. Mais je suis un artisan de l'avenir, pas le procureur du passé. Des choses ont été faites et bien faites. Mais comme une équipe de football qui n'a pas les résultats escomptés, la bonne volonté ne suffit plus. Depuis trente ans, on nous dit que la Wallonie va aller mieux. Nous avons toujours le double du chômage de la Flandre ou 21,5 milliards de dettes. Le diagnostic n'est pas accusateur, il est fidèle à la réalité. Faire « un peu autrement » ne suffit plus, il faut de nouvelles recettes. ■*

Propos recueillis par  
ERIC DEFFET

## TROIS QUESTIONS

**« Exprimer sa différence, ce n'est pas anormal »**

▶ **L'attitude du CDH.** « Depuis sept mois, alors qu'on nous prédisait d'énormes difficultés de majorité, nous n'avons connu aucun couac. Mais composer une coalition, cela ne signifie pas que tout le monde doit devenir identique. Des députés qui expriment leur différence, ce n'est pas anormal dans un

contexte démocratique. Je le comprends d'autant plus quand, comme le CDH, on bascule d'un gouvernement à l'autre. Il faut juste un espace de dialogue. »

► **Vers un virage à droite du MR ?**  
« J'entends les commentaires. Mais c'est paradoxal ! Mon parti vient de mener à bien un travail de plusieurs mois de réorientation doctrinale, qui s'est achevé par le congrès de Ciney. Ce travail sur nous-mêmes était intéressant. Mais il

est fait ! On ne va pas recommencer. Chacun a pu s'exprimer. Je note que des sensibilités s'expriment encore. Ce ne sont que des expressions personnelles. »

► **Candidat à Marche-en-Famenne ?**  
« J'ai toujours indiqué publiquement que je respecterai strictement le cadre légal, évidemment. Je serai candidat aux communales, tête de liste. Pas d'ambiguïté : je serai empêché tant que j'exer-

cerai mes fonctions ministérielles, soit jusqu'en 2019 et au-delà, je l'espère. Si je suis désigné bourgmestre, je me mettrai donc en congé dans ma ville, et je rappelle que notre gouvernement a renforcé les règles en la matière pour éviter les abus constatés parfois, dont les bourgmestres empêchés qui faisaient tout pour ne pas l'être. »

E.D.

## Publifin « Nous sommes tous un peu liégeois dans notre cœur, moi aussi »

**Comme ex-ministre de l'Agriculture, quelle est votre analyse du scandale chez Veveba ?**

*Il y a eu des failles, les enquêtes détermineront les responsabilités. Le filet de contrôle n'est pas aussi serré qu'on le croyait. En Wallonie, nous avons plus ou moins 10.000 agriculteurs. Tout cela est secoué, mis à mal. C'est dramatique pour l'exportation par exemple.*

**Le modèle agro-industriel doit-il être remis en cause ?**

*Je ne souhaite pas opposer les modèles. En matière de viande, la Wallonie produit 160 % de sa consommation. Si nous n'exportons pas, nous aurons un gros problème. Mais je soutiens aussi le bio, la production de proximité, les circuits courts. Il faut soutenir toutes ces dimensions, mais avec des règles et des contrôles stricts.*

**La Wallonie travaille à une reprise...**

*Oui, l'appel à marque d'intérêt lancé par la Sogepa s'est achevé. Dès le début de la semaine, nous devons avoir une vision sur les offres et surtout, j'insiste sur ces trois dimensions, une vue sur la praticabilité économique, juridique et financière des projets. Sous réserve de cette triple validation, la Wallonie ne sera évidemment pas indifférente à l'avenir de ces entreprises.*

**Parlons de Publifin. On assiste à une sorte de résistance liégeoise au changement avec les déclarations de gens comme Willy Demeyer, Christine Defraigne ou Jean-Claude Marcourt. Qu'en pensez-vous ?**

*Je voudrais vraiment rassurer*

*les gens dont vous parlez : nous sommes tous un peu liégeois dans notre cœur, moi aussi ! Et puis, il n'est pas question de priver une ville ou un territoire de son destin. Je vais même plus loin : le développement d'une région ou d'un pays passe toujours par celui de ses villes-pôles. Liège est indubitablement un pôle majeur en Wallonie. Je soutiens sans réserve un nombre important de dossiers qui concernent cette ville et son avenir.*

**Oui, mais il y a eu Publifin...**

*C'est exact, il faut bien mesurer à quel point cette affaire a créé un traumatisme dans la population et à quel point les recommandations du parlement sont indispensables. Mais pérenniser des emplois à Liège est vraiment notre jauge, je veux être rassurant sur ce point. Le tout est de savoir comment on articule tout cela, comment les centres de décision s'organisent. Il faut trouver le meilleur modèle et cela se fera en dialogue avec Liège. Il y aura des évolutions dans les activités, c'est certain.*

**Et l'avenir de Resa ? Une éventuelle fusion avec Ores ?**

*Il faut tenir un raisonnement économique. Quelles hypothèses ? Quels avantages pour les travailleurs ? Quels coûts pour le citoyen ? Quels besoins pour les investissements ? Je ne suis pas fermé. Un seul réseau ? Dépassons les symboles et soyons des analystes pointus. Le modèle mis sur la table par Jean-Luc Crucke prévoit la séparation entre Resa et Nethys,*

*la prédominance publique et un geste économique fort, à savoir la présence du privé à concurrence de 25 % maximum. A partir de là, étudions sereinement les choses et nous prendrons forcément une bonne décision... ■*

Propos recueillis par  
E.D.

## ANALYSE

**Rond, rond...**

Borsus... Borsus ? L'index interrogateur glisse le long du hit-parade des personnalités en Wallonie, dans le plus récent Grand Baromètre du Soir. Borsus ? Borsus ! Bingo ! Le nom du ministre-président wallon figure au creux du peloton, en quinzième position, très loin derrière son prédécesseur à l'Elysette, le socialiste Paul Magnette, qui domine le classement. Le libéral a perdu cinq places et deux points d'avis favorables en un trimestre. De toute évidence, le nouveau numéro un wallon tarde à percer dans l'opinion. Il n'incarne pas la fonction, pas encore en tout cas. A sa décharge, personne ne l'attendait à ce niveau. Et sept mois de présence au sommet, c'est peu de chose dans une carrière politique. Toutes ces considérations ne semblent pas émouvoir Willy Borsus. Officiellement, en tout cas. Le désormais Luxembourgeois laisse à ses compères Crucke et Jeholet les coups de gueule et les emportements. Il a adopté les habits du placide de service, jamais un mot plus haut que l'autre, tout en rond-deur, à la manière d'un Raymond Barre. Son discours aligne les phrases consensuelles et les bons mots fédérateurs. Mais n'en doutez pas : une détermination de tous les instants agite l'inattendu premier des Wallons.

E.D.